

## Burundi : quatre ex-présidents dénoncent la candidature de Nkurunziza

@rib News, 15/05/2015 – Source AFP – Quatre anciens chefs d'Etat burundais ont jugé anticonstitutionnelle la candidature du président Pierre Nkurunziza à un troisième mandat, estimant qu'elle risque de compromettre les acquis de la paix depuis la fin de la guerre civile en 2006. Dans un courrier adressé en début de semaine aux chefs d'Etat de la région, ces quatre ex-présidents constatent les inquiétudes exprimées par les Burundais sur la candidature de M. Nkurunziza (élu en 2005 et réélu en 2010) à la présidentielle du 26 juin.

Cette décision de briguer un troisième mandat a déclenché depuis le 26 avril un mouvement de contestation de violences qui ont fait au moins 20 morts. Alors que les chefs d'Etat de la région, dont le président Nkurunziza, étaient en Tanzanie mercredi pour un sommet consacré à la situation politique burundaise, des officiers de l'armée ont mené une tentative de coup d'Etat qui a finalement avorté vendredi. Dans leur courrier, en date du 11 mai, les ex-présidents Jean-Baptiste Bagaza (1976-1987), Sylvestre Ntibantunganya (1994-1996), Pierre Buyoya (1987-1993, et 1996-2003), et Domitien Ndayizeye (2003-2005) se disent convaincus, en leur âme et conscience, qu'une nouvelle candidature de Pierre Nkurunziza est anticonstitutionnelle. Une telle candidature risque de compromettre les acquis de l'accord de paix d'Arusha, ceci alors que le parti au pouvoir a opté pour une répression sans merci des manifestations. L'accord d'Arusha (Tanzanie) avait permis de mettre fin à une sanglante guerre civile (1996-2006) entre majorité hutu et minorité tutsi, qui reste dans toutes les mémoires au Burundi. Cet accord d'Arusha a permis une maîtrise de la donne ethnique (...), une paix réelle -malheureusement aujourd'hui menacée- depuis plus d'une décennie, la mise en place de forces de défense et de sécurité dans lesquelles les différentes composantes ethniques se sentent représentées, et enfin une stabilisation des institutions clés du pays, rappellent les anciens chefs d'Etat dans leur lettre. Selon eux, la candidature de Pierre Nkurunziza à un troisième mandat pourrait également porter atteinte à la stabilité de la région des Grands lacs. Les quatre hommes demandent aux leaders régionaux d'aider le président à prendre la décision qui convient, qui n'est autre que le renoncement à un troisième mandat controversé et porteur de dangers. Cette décision mettrait fin automatiquement aux manifestations et aux violences qu'elles entraînent, et permettrait l'organisation d'élections libres (...) après un remodelage du calendrier électoral et la mise en place de garanties pour des élections libres et vraiment pluralistes. La lettre avait été envoyée aux chefs d'Etat de la région avant leur sommet de mercredi, qui a été bousculé par le lancement de la tentative de coup d'Etat contre Pierre Nkurunziza. Ce courrier a été authentifié auprès par M. Ndayizeye : oui c'est une lettre que nous avons écrite et signée ensemble, nous les quatre anciens chef de l'Etat encore en vie. C'est pour montrer que l'heure est grave, a-t-il souligné, s'exprimant depuis la Tanzanie où il était allé participer mercredi au sommet régional sur le Burundi. L'histoire post-coloniale du Burundi a été marquée par de nombreux massacres interethniques, et une succession de coups d'Etat, menés notamment par MM. Bagaza et Buyoya.